

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'Entente sur le financement complémentaire pour la prestation des services policiers dans la communauté d'Opitciwan pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2018 entre le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66400

Gouvernement du Québec

Décret 345-2017, 29 mars 2017

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de financement des coûts des analyses biologiques entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE les paragraphes 1^o et 2^o de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3) prévoient que le ministre de la Sécurité publique a notamment pour fonctions d'assurer l'application des lois relatives à la police et de favoriser la coordination des activités policières;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada est responsable de la création et du financement de la Banque nationale de données génétiques, y compris du financement des analyses génétiques à des fins médico-légales d'échantillons corporels prélevés sur des contrevenants reconnus coupables au Québec d'infractions désignées au Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46);

ATTENDU QU'une entente concernant le financement des coûts des analyses biologiques, approuvée par le décret numéro 262-2016 du 30 mars 2016, est intervenue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016;

ATTENDU QUE cette entente est échue et que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec souhaitent en conclure une nouvelle pour une durée de quatre ans, soit du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2020;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente de financement des coûts des analyses biologiques entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, dont le texte sera substantiellement conforme à celui du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66401

Gouvernement du Québec

Décret 346-2017, 29 mars 2017

CONCERNANT la nomination de monsieur Christian Jobin comme membre et vice-président de la Commission des transports du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 16 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) prévoit notamment que la Commission des transports du Québec est formée de onze membres nommés pour une période d'au plus cinq ans par le gouvernement qui fixe leur traitement et leurs autres conditions de travail;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir un poste de membre et vice-président de la Commission des transports du Québec;

ATTENDU QUE monsieur Christian Jobin a été nommé de nouveau membre de la Commission des transports du Québec par le décret numéro 890-2016 du 12 octobre 2016 et qu'il y a lieu de le nommer vice-président de la Commission;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports :

QUE monsieur Christian Jobin, membre de la Commission des transports du Québec, soit nommé vice-président de cette Commission à compter des présentes et pour la durée non écoulee de son mandat, soit jusqu'au 7 janvier 2022;

QUE les conditions de travail annexées au décret numéro 890-2016 du 12 octobre 2016 continuent de s'appliquer à monsieur Christian Jobin comme vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 3, en faisant les adaptations nécessaires.

Le greffier du Conseil exécutif,

JUAN ROBERTO IGLESIAS

66402

Gouvernement du Québec

Décret 347-2017, 29 mars 2017

CONCERNANT la modification du décret numéro 314-2016 du 13 avril 2016 relatif aux prévisions budgétaires et aux modalités de financement du Tribunal administratif du travail pour l'exercice financier 2016-2017

ATTENDU QUE, par le décret numéro 314-2016 du 13 avril 2016, le gouvernement a approuvé les prévisions budgétaires du Tribunal administratif du travail pour l'exercice financier 2016-2017 et déterminé le total des sommes à porter au crédit du Fonds du Tribunal administratif du travail;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce décret pour diminuer la somme que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail doit verser au Fonds pour cet exercice financier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable du Travail :

QUE le décret numéro 314-2016 du 13 avril 2016 soit modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa du dispositif, de la somme que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail doit verser au Fonds du Tribunal administratif du travail, fixée à 76 425 097 \$ pour l'exercice financier 2016-2017, par une somme de 67 325 097 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,

JUAN ROBERTO IGLESIAS

66403

Gouvernement du Québec

Décret 348-2017, 29 mars 2017

CONCERNANT le renouvellement du mandat de monsieur Michel Beaudoin comme vice-président de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 142 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1) prévoit que le gouvernement nomme en outre des vice-présidents;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 142 de cette loi prévoit notamment qu'un des vice-présidents est également chargé des questions relatives à la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1);

ATTENDU QUE l'article 143 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail prévoit notamment que les vice-présidents sont nommés pour au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 149 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement fixe le traitement, et, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations des vice-présidents;

ATTENDU QUE monsieur Michel Beaudoin a été nommé vice-président de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail par le décret numéro 1106-2015 du 9 décembre 2015 que son mandat viendra à échéance le 4 avril 2017 et qu'il y a lieu de le renouveler;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable du Travail :

QUE monsieur Michel Beaudoin soit nommé de nouveau comme vice-président de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail pour un mandat de cinq ans à compter du 5 avril 2017, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,

JUAN ROBERTO IGLESIAS
